



# Newsletter

## Juillet 2020

**n°166**

Association pour le droit des étrangers

<b>I. Edito</b>	<b>p. 2</b>
◆ « <b>Le retour d'enfants illicitement déplacés : des engagements à honorer</b> », Thomas Evrard, juriste ADDE a.s.b.l.	
<b>II. Actualité législative</b>	<b>p. 8</b>
<b>III. Actualité jurisprudentielle</b>	<b>p. 10</b>
<b>Séjour</b>	
◆ <b>Cour eur. D.H., Muhammad Saqawat c. Belgique, 30 juin 2020, n° 54962/18</b>	
Détenition – Art. 5, §§ 1 et 4 CEDH – Jurisprudence « sans objet » C. de Cass. – Recours effectif – Détenition illégale – Violation	
◆ <b>CJUE, Ryanair c. Hongrie, 18 juin 2020, C-754/18</b>	
Droit d'entrée – Art. 5, 10 et 20 Dir. 2004/38 – Ressortissant de pays tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'UE – Séjour permanent – Dispense de l'obligation de visa	
◆ <b>CE, 17 juin 2020, n° 247.821</b>	
Procédure – CCE – Droits de la défense – Grieffs à l'audience – Pas d'obligation de solliciter préalablement l'accès au dossier administratif	
◆ <b>RvV (ch. réunies), 2 juillet 2020, n° 237 902</b>	
Protection internationale – Transfert Dublin – Courrier d'information – Déclaration de retour volontaire – Pas un acte attaquant – Irrecevabilité	
◆ <b>RvV (ch. réunies), 2 juillet 2020, n° 237 903</b>	
Protection internationale – Transfert Dublin – Art. 29.2 Règlement Dublin III – Défaut de signature d'une déclaration de retour volontaire – Fuite – Prolongation du délai de transfert – Annulation	
◆ <b>Bruxelles (mis. acc.), 26 juin 2020, 2020/VE/91</b>	
Détenition – Maroc – Fermeture des frontières – Covid-19 – Pas de garantie d'éloignement dans un délai raisonnable – Remise en liberté	
<b>DIP</b>	
◆ <b>Cour eur. D. H., Rinau c. Lituanie, n° 10926/09</b>	
Enlèvement d'enfant – Non-retour illicite – Pression politique – Art. 8 CEDH - Droit au respect de la vie privée et familiale	
<b>IV. Ressources</b>	<b>p. 12</b>
<b>V. Actualités de l'ADDE</b>	<b>p. 13</b>

## I. Edito

### **Le retour d'enfants illicitement déplacés : des engagements à honorer**

*Bien que les États s'accordent sur la manière de désamorcer la charge explosive que l'enlèvement d'un enfant place au cœur de la vie familiale, la gestion collective des conflits familiaux est toujours délicate. La mise en œuvre des principes fixés dans les conventions internationales soulèvent inévitablement des problèmes pratiques et juridiques. Mais ce que l'actualité montre une fois de plus, c'est que dans cette matière aussi sérieuse que celle des enlèvements d'enfants, la volonté des États de respecter leurs engagements fait parfois défaut.*

Il y a une beauté particulière aux couples internationaux qu'on voit se multiplier avec l'ouverture intra-européenne et la mondialisation. Leur engagement implique généralement, pour l'un des conjoints, de renoncer à vivre son quotidien dans le pays de ses racines et, pour l'autre, la promesse que ce sacrifice ne sera pas vain. Mais si la relation se gâte, si les enfants n'ont pas suffi à perpétuer leur engagement, celui-ci peut parfois devenir alors, de par sa grandeur, une malédiction. Le conjoint expatrié ne peut souvent supporter la rupture qu'en retournant vivre dans son pays d'origine, que ce soit pour retrouver les siens, se donner les moyens d'un nouveau départ, oublier l'échec de sa relation, ou s'éloigner du concubin qui lui aurait fait du mal. Il est rare, dans ce cas, qu'il puisse envisager autre chose que d'emmener ses enfants avec lui. Les enfants se retrouvent alors l'enjeu d'un conflit connu de tous les couples séparés, mais dont la dimension géographique aggrave profondément la dimension personnelle : puisque le quotidien des enfants ne saurait se dérouler dans deux pays en même temps, l'un des parents devra nécessairement s'en distancer.

Face à cette fatalité, il s'en faut peu pour que le conflit dégénère, et que seule l'autorité de la justice puisse rétablir un ordre au sein de la famille. L'une des dérives à laquelle on assiste trop souvent est, pour le parent expatrié, de partir subitement avec les enfants, à l'insu de l'autre parent, pour se réinstaller avec eux dans son pays natal. Parfois, il le fait dans l'ignorance de la loi qui condamne ce comportement. Dans d'autres cas, l'auteur du déplacement illicite des enfants agit par crainte de voir la justice ordonner le maintien des enfants dans le pays de leur résidence habituelle ; il cherche éventuellement à créer une situation qui lui soit favorable pour défendre son droit à vivre avec les enfants devant les autorités de son pays. Quoiqu'il en soit, le litige parental prend alors une tournure transfrontalière dont les répercussions peuvent être dramatiques. Selon les circonstances, en effet, la rupture brutale de l'enfant avec son milieu et l'un de ses parents pourra altérer définitivement son développement personnel. De plus, la justice ne pourra généralement plus apporter de solutions adéquates que dans le cadre d'une coopération internationale. Or, même lorsque les États s'accordent sur la manière de désamorcer la charge explosive que le déplacement illicite de l'enfant place au cœur de la vie familiale, la gestion collective des conflits familiaux est toujours délicate. La mise en œuvre des principes fixés dans les conventions internationales (I) soulèvent inévitablement des problèmes pratiques et juridiques (II). Mais ce que l'actualité montre une fois de plus, c'est que dans cette matière aussi sérieuse que celle des enlèvements d'enfants, la volonté des États de respecter leurs engagements fait parfois défaut (III).

#### **I Les accords internationaux et le principe du retour immédiat de l'enfant**

Les autorités belges ont régulièrement à connaître de conflits familiaux impliquant un déplacement international illicite d'enfant ; soit en tant qu'organes du pays duquel les enfants sont partis, soit en tant qu'organes du pays vers lequel les enfants ont été emmenés. Dans la majorité des cas, le déplacement d'enfants a été effectué depuis ou vers un pays voisin de la Belgique<sup>1</sup>, mais il peut concerner aussi un pays européen plus lointain ou un pays d'une autre région du monde. La coopération de la Belgique avec les autorités étrangères est principalement régie par deux instruments internationaux : la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants<sup>2</sup> règle actuellement les relations de la Belgique avec 86 pays qui en sont

<sup>1</sup> Autorité centrale belge pour les enlèvements d'enfants, propos recueillis lors de l'atelier de droit familial international organisé par l'ADDE à Bruxelles le 26 avril 2019.

<sup>2</sup> Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, signée à La Haye du 25 octobre 1980 (vig. 1/12/1983).

parties<sup>3</sup>, pour le traitement des déplacements illicites d'enfants de moins de 16 ans<sup>4</sup> ; le Règlement européen dit « Bruxelles IIbis »<sup>5</sup> sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale reprend pour son compte le système de la Convention de La Haye à laquelle il renvoie, tout en y ajoutant certains principes en vue d'en améliorer le fonctionnement dans les rapports entre les Etats membres de l'Union européenne<sup>6</sup>. Lorsqu'un cas de déplacement illicite n'entre pas dans le champ d'application de ces instruments, ou concerne un enfant de plus de 16 ans<sup>7</sup>, la coopération entre les autorités belges et les autorités de l'autre Etat concerné pourra éventuellement prendre appui sur d'autres conventions multilatérales ou bilatérales<sup>8</sup>. A défaut, elle devra se dérouler selon les voies diplomatiques traditionnelles et sur base des principes communs du droit familial international.

Le principe cardinal du système de coopération instauré par la Convention de La Haye et le Règlement Bruxelles IIbis est le suivant : lorsque le déplacement international d'un enfant se produit en violation du droit de garde de l'un de ses parents, il faut, dans l'intérêt de l'enfant, assurer son retour immédiat dans le pays où il avait sa résidence habituelle<sup>9</sup>. Endéans les 6 semaines de leur saisine<sup>10</sup>, les juridictions de l'Etat où l'enfant a été déplacé doivent statuer sur les demandes de retour formulées par le parent lésé, sans se pencher sur le litige parental quant à la garde de l'enfant<sup>11</sup>. C'est aux autorités judiciaires de l'Etat où l'enfant avait sa résidence habituelle qu'il appartient en principe de trancher le litige<sup>12</sup>. La compétence des tribunaux de l'Etat refuge se limite à ordonner le retour, après avoir vérifié l'existence des éléments constitutifs du déplacement illicite, à savoir, si l'enfant avait bien sa résidence habituelle dans l'autre pays et si le déplacement a été effectué au mépris du droit de garde de l'autre parent<sup>13</sup>.

Strictement construit dans l'intérêt des enfants, le principe du retour immédiat connaît plusieurs exceptions visant à tenir compte de circonstances particulières : premièrement, le tribunal peut refuser le retour de l'enfant lorsque le titulaire du droit de garde ne l'exerçait pas effectivement au moment du déplacement, ou lorsqu'il a consenti au déplacement postérieurement à celui-ci<sup>14</sup>. Deuxièmement, le tribunal n'est pas tenu d'ordonner le retour si l'enfant s'y oppose et qu'il a atteint un âge et une maturité où il se révèle approprié de prendre son opinion en compte<sup>15</sup>. Troisièmement, une décision de retour ne doit pas non plus être prise lorsqu'il existe un risque grave que le retour de l'enfant ne l'expose à un danger physique ou psychique, ou ne le place dans une situation intolérable<sup>16</sup>. Cette exception est à rapprocher d'une quatrième, selon laquelle le retour de l'enfant peut être refusé lorsqu'il serait interdit par les principes fondamentaux de l'Etat requis sur la sauvegarde des droits de l'homme<sup>17</sup>. Enfin, cinquièmement, si le juge est saisi plus d'un an après le déplacement de l'enfant, le tribunal n'est pas obligé de prendre une décision de retour si l'enfant s'est intégré dans son nouveau milieu<sup>18</sup>.

3 Les Etats liés à la Belgique par la Convention de La Haye sont : la plupart des pays des continents européen et américain, plus quelques pays africains, asiatiques et océaniques. En accord avec l'article 38 de la Convention, la Belgique a refusé d'accepter l'adhésion de 13 Etats parties. Toutefois, en vertu de l'obligation générale de comportement prévue à l'article 2 de la Convention, les Etats parties s'engagent à respecter les objectifs de la Convention dans leurs rapports avec les autres Etats contractants, même lorsque, par suite d'une réserve, les dispositions de la Convention sont inapplicables (M. BLONDEL, Guide du droit applicable au déplacement international illicite d'enfants, *Anthemis*, Limal, 2020, p. 13-14).

4 Article 4 de la Convention de La Haye.

5 Règlement n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale (J.O.U.E. L 338 23/12/2003).

6 A noter que le Règlement n'est pas applicable au Danemark (considérant n° 31 du Règlement).

7 Sur cette limite d'âge dans le champ d'application rationae personae du Règlement Bruxelles IIbis, voy. M. BLONDEL, *op. cit.*, p. 17.

8 Pour une présentation des sources du droit international relatif au déplacement illicite d'enfants et de leur articulation, voy. M. BLONDEL, *op. cit.*

9 Art. 1<sup>er</sup> de la Convention de La Haye et considérant n° 17 du Règlement Bruxelles IIbis.

10 Art. 11, § 3. al. 2 du Règlement Bruxelles IIbis et art. 11 de la Convention de La Haye.

11 Art. 11, 12 et 16 de la Convention de La Haye.

12 Art. 10 du Règlement Bruxelles IIbis ; art. 7 de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesure de protection des enfants (vig. 1/1/2002). Il faut souligner qu'une décision sur le retour de l'enfant rendue dans le cadre de la Convention de La Haye n'affecte pas le fond du droit de garde (article 19 de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980).

13 Art. 3 de la Convention de La Haye et article 2, 11) du Règlement Bruxelles IIbis.

14 Art. 13, al. 1<sup>er</sup>, a) de la Convention de La Haye.

15 Art. 13, al. 2 de la Convention de La Haye.

16 Art. 13, al. 1<sup>er</sup>, b) de la Convention de La Haye. A noter toutefois qu'en vertu de l'article 11, 4. du Règlement Bruxelles IIbis, le retour ne peut être refusé pour ce motif « s'il est établi que des dispositions adéquates ont été prises pour assurer la protection de l'enfant après son retour ».

17 Art. 20 de la Convention de La Haye.

18 Art. 12, al. 2 de la Convention de La Haye.

On le voit, le système retenu par la Convention de La Haye et le Règlement Bruxelles IIbis tend, avant tout, à protéger l'enfant contre les effets nuisibles du déplacement illicite<sup>19</sup>. Son postulat est que le bien-être de l'enfant s'oppose à ce qu'il soit brusquement séparé de l'un de ses parents et son environnement<sup>20</sup>. Cependant, par les exceptions au principe du retour de l'enfant dans son pays, il traduit la conscience du fait qu'un nouveau déplacement n'est pas sans conséquences pour l'enfant et qu'il se révèle, dans certaines situations laissées à l'appréciation de la justice, inadéquate ou dommageable pour l'enfant. Il importe de remarquer aussi que la coopération internationale est strictement organisée sur le plan civil. Si l'enlèvement parental d'enfant est un délit en Belgique<sup>21</sup>, comme dans les autres pays, les pouvoirs publics n'ignorent pas que la voie pénale a des effets contraires à la préservation du climat familial.

## II Les difficultés dans la mise en œuvre du principe et de ses exceptions

Derrière l'apparente simplicité du principe du retour immédiat, se cache une série de difficultés pratiques et juridiques, avant même que l'on se penche sur l'application de ses exceptions. La première de ces difficultés tient à la qualification du déplacement illicite. Le lieu de résidence habituelle de l'enfant peut parfois être compliqué à établir, par exemple lorsque la famille a déménagé à plusieurs reprises avant le déplacement de l'enfant<sup>22</sup>. D'autre part, le droit de garde étant défini par les accords internationaux comme le « droit portant sur les soins de la personne de l'enfant, et en particulier celui de décider de son lieu de résidence »<sup>23</sup> – définition assez lâche que pour pouvoir correspondre aux lois civiles des différents Etats – la notion de droit de garde peut poser un problème d'interprétation pour le juge du retour lorsque la loi étrangère<sup>24</sup>, ou un jugement rendu antérieurement au déplacement de l'enfant dans l'Etat où l'enfant avait sa résidence habituelle, ne dit pas clairement si le droit de décider de la résidence des enfants appartient ou non aux deux parents. Par exemple, bien qu'il ne puisse y avoir, en général, de déplacement illicite lorsque le parent laissé pour compte n'a qu'un droit de visite à l'égard de l'enfant, il se peut que, par effet de la loi étrangère ou d'une décision de justice, le droit de décider de la résidence de l'enfant lui soit tout de même accordé et qu'il faille, par conséquent, considérer qu'il dispose d'un droit de garde au sens de la Convention de La Haye<sup>25</sup>.

Une autre forme de problèmes porte sur la vitesse avec laquelle la procédure visant à obtenir le retour de l'enfant peut être menée. De la rapidité de celle-ci dépend la réalisation de l'objectif de protection de la Convention de La Haye comme du Règlement Bruxelles IIbis, c'est pourquoi ces textes prévoient un délai de 6 semaines pour l'adoption de la décision de retour. Cela étant, en pratique, ce délai est rarement respecté<sup>26</sup>. Le déroulement de la procédure est pourtant largement facilité grâce à l'intervention des Autorités centrales instituées dans chaque pays pour assurer la coopération internationale<sup>27</sup>. Aux termes de la Convention de La Haye, il appartient, en effet, aux Autorités centrales de prendre toutes les mesures appropriées pour : accompagner le parent lésé pour le dépôt sa demande de retour, déterminer l'endroit où l'enfant se trouve, tenter d'obtenir la remise volontaire de l'enfant, faciliter une solution amiable, ou encore organiser l'exercice d'un droit de visite<sup>28</sup>. Cependant, chaque stade de la procédure peut être retardé par une variété de facteurs. Par exemple, à moins que l'enfant n'ait été installé à une adresse connue, il n'est pas toujours évident de le localiser, en particulier dans les pays, comme

19 Préambule de la Convention de La Haye.

20 M. BLONDEL, *op. cit.*, p. 12. Sur les séquelles de l'enlèvement parental d'enfants, voy. S. CALVERT, « Qu'arrive-t-il aux enfants impliqués dans des conflits graves entre les parents ? Comment devrions-nous prendre en compte leur "voix" ? » in *La lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*, Tome XXII, été - automne 2018, p. 19 ([www.hcch.net](http://www.hcch.net)).

21 Art. 428 du Code pénal.

22 Pour un exemple récent dans la jurisprudence des discussions que peut susciter la notion de résidence habituelle, dans un cas où la situation professionnelle des parents leur permettait de vivre entre l'Espagne et la Belgique, voy. Bruxelles, 12 novembre 2019, n° 2019/FA/180 ([www.incadat.com/fr](http://www.incadat.com/fr)).

23 Art. 5, a) de la Convention de La Haye et art. 2, 9) du Règlement Bruxelles IIbis.

24 Pour constater l'existence du droit de garde, le juge du retour doit se référer directement aux droits des parents tels qu'ils sont reconnus dans l'Etat où l'enfant avait sa résidence, sans recourir à la règle de rattachement à la loi applicable aux questions relatives à l'autorité parentale que prévoit la législation de son pays. Il ne s'agit pas « d'appliquer [une loi étrangère], mais de l'utiliser comme instrument dans l'appréciation de la conduite des parties » (E. PEREZ-VERA, Rapport explicatif sur la Convention de La Haye de 1980 sur l'enlèvement international d'enfants, HCCH, 1982, § 119, p. 50). De même, pour constater l'existence du droit de garde sur base d'une décision de justice, le juge du retour ne doit pas avoir recours aux procédures et aux règles de reconnaissance des décisions judiciaires qui sont normalement applicables dans son pays (art. 14 de la Convention de La Haye).

25 Voy. M. BLONDEL, *op. cit.*, p. 23. Pour éviter ce problème, l'article 15 de la Convention de La Haye prévoit que le juge du retour peut demander à ce que lui soit remis une décision judiciaire ou une attestation constatant que le déplacement était illicite. L'inconvénient de cette sécurité juridique est qu'elle ralentit la procédure de retour (voyez *infra*).

26 E. AJAVON, « Rapt parental d'enfants en situation transnationale. Les nouveaux confins du droit », *Workshop international – notes directrices de présentation*, Bruxelles, 10 mai 2019.

27 En Belgique, l'Autorité centrale est le Service de Coopération internationale Civile de la Direction générale de la législation, des libertés et des droits fondamentaux du SPF Justice.

28 Art. 7 et 10 de la Convention de La Haye.

la France, qui ne disposent pas d'un registre national<sup>29</sup>. Ensuite, l'envoi de la demande de retour à l'Autorité centrale du pays où l'enfant a été déplacé est parfois ralenti par la difficulté pour le demandeur de rassembler les documents nécessaires<sup>30</sup>, ou le besoin d'introduire un dossier d'assistance judiciaire auprès des services compétents<sup>31</sup>. Par ailleurs, bien qu'il soit essentiel d'établir un dialogue avec l'auteur du déplacement illicite<sup>32</sup>, la médiation que l'on propose aux parents dans les pays comme la Belgique ou l'Allemagne peut se révéler contre-productive, si l'auteur du déplacement illicite abandonne la médiation en cours de route, ou si la médiation suspend la procédure judiciaire durant une trop longue période<sup>33</sup>. D'autres incidents peuvent aussi ralentir la procédure durant l'instance judiciaire : le besoin d'attendre un rapport social, par exemple, un report d'audience, ou encore un appel de la décision de retour. Tous ces contretemps affectent la procédure mais n'empêchent généralement pas d'aboutir au retour de l'enfant<sup>34</sup>.

En revanche, l'interprétation extensive que certaines juridictions font des exceptions au principe du retour a tendance à corrompre le système de coopération internationale établi par la Convention de La Haye et le Règlement Bruxelles IIbis. L'exception dont l'usage est le plus controversé est celle qui permet de refuser le retour de l'enfant lorsqu'il est susceptible d'exposer l'enfant à un danger physique ou psychique. Une application communément admise de cette exception est le cas du risque de violence domestique<sup>35</sup>. Mais certains tribunaux y ont recours moins pour protéger l'enfant contre des circonstances exceptionnelles dans le pays où il avait sa résidence habituelle que pour maintenir l'enfant dans l'état refuge lorsqu'ils estiment que cela correspond à ses intérêts<sup>36</sup>. Ainsi, dans un arrêt rendu en 2019, la Cour européenne des droits de l'homme a-t-elle reproché aux juridictions russes d'avoir rejeté une demande de retour sans expliquer sérieusement en quoi le mauvais état de santé de l'enfant, invoqué pour expliquer le recours à l'exception, empêchait qu'il retourne auprès de son père en Finlande<sup>37</sup>. Le problème, dans ce type d'affaire, est qu'en méconnaissance de l'interprétation stricte à donner de l'exception, le juge du retour s'immisce dans l'examen sur le fond du conflit parental, au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, alors que la Convention de La Haye postule que l'intérêt de l'enfant commande de mettre fin au déplacement illicite<sup>38</sup>.

Les autres exceptions au retour sont aussi parfois utilisées de façon peu conforme à l'esprit de la Convention de La Haye. On sait, par exemple, que l'exception portant sur l'opposition de l'enfant à son retour est délicate à manier – même lorsque qu'il a manifestement atteint un âge et une maturité suffisante pour que son avis soit entendu – en raison du risque que l'enfant soit manipulé par le parent qui l'a enlevé ou, plus globalement, de la difficulté de recueillir son opinion. Cela n'empêche cependant pas certains juges de se retrancher strictement derrière le refus de l'enfant pour justifier une décision de non-retour<sup>39</sup>. A plusieurs reprises, la

29 Autorité centrale belge, *op. cit.*

30 Notamment les documents visés à l'article 15 de la Convention de La Haye (voir note n° 25).

31 Autorité centrale belge, *op. cit.*

32 Notons ici que, dans l'ensemble des affaires relevant de la Convention de La Haye, les retours sont obtenus, dans plus d'un tiers des cas, sur une base volontaire, sans décision de retour (Voy. M. BLONDEL, *op. cit.*, p. 38).

33 Voy. E. AJAVON, *op. cit.* La médiation comporte cependant l'avantage important de « déjudiciariser » le conflit parental (Voy. M. ERB-KLÜNEMANN, « Le recours des tribunaux allemands à la médiation dans les procédures de retour en cas d'enlèvement d'enfants in *La lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant*, Tome XXIII, Hiver 2018 – printemps 2019, p. 35.)

34 Il arrive néanmoins que la longueur de la procédure crée une situation de fait dans laquelle l'intérêt de l'enfant conduit le juge du retour à appliquer l'exception au retour prévue à l'article 12, al. 2 de la Convention de La Haye. Dans certains de ses arrêts, la Cour européenne des droits de l'homme a constaté une violation du droit de vivre en famille (art. 8 de la CEDH) lorsque c'est l'attitude négligente de l'Etat qui est à l'origine du retard de procédure. Ainsi dans une décision du 1<sup>er</sup> février 2011, (*Dore c. Portugal*, n° 775/08) la Cour a condamné le manque de diligence des autorités portugaises pour le temps pris pour la localisation de l'enfant et l'introduction de la demande de retour via le Procureur près du tribunal des affaires familiales.

35 M. BLONDEL, *op. cit.*, p. 30.

36 C'est en réponse à cette pratique que le Règlement Bruxelles IIbis a restreint la possibilité de refuser le retour de l'enfant sur ce fondement (voy. note n° 16).

37 Cour eur. D.H., *Vladimir Ushakov c. Russie*, 18 juin 2019, n° 15122/17.

38 La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a pu susciter cette dérive, en ce qu'elle a longtemps consacré l'idée qu'en dépit des termes de la Convention de La Haye, les juridictions nationales sont chaque fois tenues de vérifier l'intérêt supérieur de l'enfant, en tenant compte notamment de son intégration dans son nouveau milieu et de l'impact de la séparation avec l'auteur du déplacement illicite (A. GOUTTENOIRE, « Les enlèvements internationaux d'enfants devant la Cour européenne des droits de l'homme : enter obligation positive et ingérence », *Rev. trim. dr. h.*, n° 105, 2016, p. 72 à 76 ; S. SAROLEA, « Le retour immédiat de l'enfant déplacé illicitement face à l'écoulement du temps : principe ou option ? », *Rev. trim. dr. fam.*, 4/2010, p. 1191). Mais alors que la Cour est revenue à une jurisprudence plus respectueuse du système de la Convention de La Haye (Depuis son arrêt *X c. Lettonie* du 26 novembre 2013), on voit régulièrement encore des décisions de non-retour qui semblent plus fondées sur une analyse de l'opportunité du retour que sur le risque encouru par l'enfant en cas de retour.

39 Voy. A. GOUTTENOIRE, *op. cit.*, p. 70.

Cour européenne a pourtant pu rappeler, en se fondant sur le caractère restrictif des exceptions au retour et sur l'exposé des motifs de la Convention de La Haye, que l'enfant ne dispose pas d'un veto contre le retour mais que son opinion doit être analysée à la lumière des circonstances de la cause<sup>40</sup>. En ce qui concerne l'exception d'acquiescement au déplacement illicite par le parent dont le droit de garde a été violé, l'Autorité centrale belge souligne qu'elle fait l'objet d'une interprétation extrêmement large chez certains juges du retour qui considèrent, par exemple, le simple fait pour ce parent de rendre visite à son enfant dans l'Etat refuge comme une forme d'acquiescement<sup>41</sup>.

### III Le respect des engagements internationaux

Ces problèmes d'interprétation des accords internationaux relatifs au déplacement illicite d'enfants, aussi nombreux et imposants soient-ils, ne diffèrent pas, finalement, de ceux qui peuvent accompagner la coopération internationale dans d'autres contextes. Mais ce qui caractérise malheureusement la mise en œuvre du droit international dans cette matière, c'est que les autorités de certains pays se montrent peu soucieuses du respect de leurs engagements.

Une première illustration est à trouver dans l'arrêt *Rinau* contre Lituanie rendu le 14 janvier dernier par la Cour européenne des droits de l'homme<sup>42</sup>. Dans cette affaire, un père allemand demande le retour de sa fille d'un an en Allemagne, après son déplacement illicite en Lituanie par sa mère lituanienne. Débouté en première instance, il obtient gain de cause en appel. La mère va ensuite mobiliser les médias et tous les mécanismes judiciaires disponibles pour faire obstacle à l'exécution de la décision de retour, avec l'assistance de différentes autorités publiques lituaniennes. En violation des principes d'indépendance de la justice, une coalition de parlementaires de tous bords va ouvertement exercer des pressions pour que la décision soit suspendue et que la réouverture des débats soit ordonnée. Des intimidations seront dirigées contre le père de l'enfant, son avocat, l'huissier chargé d'exécuter la décision ainsi que contre les services sociaux afin que ces derniers reviennent sur leur avis qui était que l'intérêt de l'enfant réclamait qu'il rentre en Allemagne<sup>43</sup>. Le Ministre de la justice aura des contacts personnels avec la mère, nourrissant chez elle l'espoir que l'affaire sera rejugée. Une modification législative sera, de plus, adoptée par le Parlement afin de permettre à la petite fille d'acquérir la nationalité lituanienne. Au terme de multiples procédures, après avoir ordonné unilatéralement la suspension de la décision de retour, le président de la Cour suprême accueillera un recours en cassation dans lequel la Cour procédera à un réexamen des faits, en violation de la loi lituanienne limitant sa compétence aux questions de droit. En outre, retardant encore la procédure, la Cour suspendra la cause dans l'attente d'une réponse à une question préjudicielle posée à la Cour de Justice de l'Union européenne<sup>44</sup>. A cette occasion, le gouvernement lituanien fournira une aide financière à la mère pour lui permettre d'être représentée devant la Cour de Luxembourg. Finalement, la décision de retour ne sera ni remise en cause, ni exécutée. L'affaire ayant atteint un tel degré de politisation, le père perdra espoir que le retour soit effectivement organisé et enlèvera à son tour l'enfant pour la ramener en Allemagne.

Dans son arrêt, la Cour constate les ingérences politiques et la longueur de la procédure pour conclure que le comportement des autorités lituaniennes était autant contraire aux objectifs de la Convention de La Haye et du Règlement Bruxelles IIbis qu'au droit du père et de l'enfant à vivre en famille. Elle déplore qu'en laissant croire à la mère de l'enfant que sa fille pourrait rester en Lituanie, les représentants des pouvoirs législatif et exécutif ont profondément aggravé un conflit familial qui était gérable au départ. Enfin, la Cour manifeste son inquiétude quant au fait que l'affaire *Rinau* aura révélé que le travail des juges et des autres fonctionnaires intervenant dans les dossiers d'enlèvement d'enfants est surveillé en Lituanie<sup>45</sup>.

Si l'on peut espérer que les pouvoirs publics lituaniens n'aient pu arriver à de telles extrémités qu'en raison des circonstances propres à cette affaire, les violations du droit international commises par un autre pays,

40 Cour eur. D.H., *Blaga c. Roumanie*, 1<sup>er</sup> juillet 2014, n° 54443/10 ; Cour eur. D.H., *Rouiller c. Suisse*, 22 juillet 2014, n° 3592/08.

41 Autorité centrale belge, *op. cit.*

42 Cour eur. D.H., *Rinau c. Lituanie*, 14 janvier 2020, n° 10926/09. (Arrêt publié dans la présente Newsletter ADDE).

43 C'est notamment sur base de cet avis que la cour d'appel a réformé la décision de rejet de la demande de retour prise en première instance sur base de l'exception relative au risque pour la santé psychologique de l'enfant prévue à l'article 13, al. 1<sup>er</sup>, b) de la Convention de La Haye.

44 Voy. CJUE, *Inga Rinau*, 11 juillet 2008, n° C-195/08.

45 Sur ces deux derniers points, voyez en particulier les §§ 211 et 221 de l'arrêt.

le Japon, ont manifestement, par contre, une nature structurelle. Le cas du Japon n'est pas nouveau, mais il est aujourd'hui médiatisé. En mars 2019, un documentaire d'Envoyé spécial<sup>46</sup> a révélé au grand public le drame vécu par ces parents dont les enfants sont enlevés au Japon par leurs ex-conjoints japonais. Dans un grand nombre de cas, non seulement ces parents n'obtiennent pas le retour de leurs enfants, mais ils sont également privés de tout contact avec eux. Le Japon a pourtant ratifié la Convention de La Haye en 2014. Ce pays est, de plus, partie à la Convention relative aux droits de l'enfant qui garantit à l'enfant le droit d'entretenir des relations personnelles avec ses deux parents<sup>47</sup>. Mais les autorités japonaises se servent des exceptions prévues par la Convention de La Haye pour appliquer un principe dit de « continuité » assurant le maintien de l'enfant auprès du parent auteur de l'enlèvement<sup>48</sup>. Et lorsque des décisions de retour ou octroyant un droit de visite sont adoptées, celles-ci restent lettre morte, tant il est acquis que les autorités ne font rien pour les faire exécuter. Le problème tient à la contradiction entre le droit international et le droit familial japonais. En cas de divorce des parents, la loi nipponne ne reconnaît ni la garde alternée, ni le partage de l'autorité parentale, et elle laisse le droit de visite au bon vouloir du parent avec lequel vit l'enfant<sup>49</sup>.

En l'absence de cour internationale à même de contraindre le Japon à respecter ses engagements internationaux, les Etats parties à la Convention de La Haye tentent de faire évoluer la situation par la voie diplomatique. Depuis 2018, plusieurs chefs d'Etat européens se sont entretenus personnellement avec le Premier Ministre japonais au sujet des enlèvements parentaux<sup>50</sup>. Les ambassadeurs européens au Japon ont également écrit une lettre commune au Ministre japonais de la justice<sup>51</sup>. Les Etats-Unis ont interpellé les autorités nipponnes et ont inscrit, à deux reprises, le Japon sur leur liste des pays qui manquent à mettre en œuvre la Convention de La Haye<sup>52</sup>. Le Sénat français a récemment adopté une résolution enjoignant le Japon à modifier sa législation et à exécuter les ordonnances de retour prises par ses juridictions<sup>53</sup>. Par ailleurs, une plainte a été déposée auprès du Comité des droits de l'homme des Nations Unies par les avocats de parents français victimes d'enlèvements<sup>54</sup>. Enfin, le 8 juillet dernier, le Parlement européen a adopté une résolution appelant « les Etats membres à coopérer et à inscrire cette question à l'ordre du jour de toutes les réunions bilatérales ou multilatérales avec le Japon, afin de faire pression sur les autorités japonaises »<sup>55</sup>. Reste à voir si cette mobilisation aura les effets escomptés. Le Parlement japonais a bien adopté une loi visant à renforcer l'exécution de ses décisions de retour, mais cette loi ne touche pas aux principes de continuité et de garde parentale exclusive<sup>56</sup>. Il semble que la société japonaise soit en désaccord avec la conception de l'intérêt de l'enfant que défend la Convention de La Haye.

Il y a une dimension existentielle supplémentaire à s'unir avec une personne venue d'un autre horizon. Cet engagement est souvent un trésor, parfois une malédiction. Pour que la rupture puisse avoir lieu sans violence, il faut que les parties aient le souvenir des conditions de cet engagement ; c'est l'un des enseignements de la Convention de La Haye. Mais cette mémoire n'est pas innée. Elle s'acquiert personnellement et culturellement. Un reproche qui peut être fait aux Etats qui rusent avec leurs obligations internationales, quels que soient les motifs qui les ont poussés à les contracter, est de transmettre à leurs citoyens le signal que leurs engagements n'ont pas à être honorés.

Thomas Evrard, juriste ADDE a.s.b.l., [thomas.evrard@adde.be](mailto:thomas.evrard@adde.be)

46 Envoyé spécial : « Japon, les enfants kidnappés », France 2, 21 mars 2019 ([www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr)).

47 Article 9, al. 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989.

48 Résolution du Sénat français relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental, n° 57, session ordinaire de 2019-2020, 5 février 2020. Voy. S. DENYER, « Parental child abduction becomes a diplomatic embarrassment for Japan ahead of G-7 », *The Washington Post*, 22 août 2019 ([www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)).

49 *Ibid.*

50 Résolution du Parlement européen du 8 juillet 2020 sur l'enlèvement parental international et national d'enfants de l'Union européenne au Japon, 2020/2621(RSP).

51 *Ibid.*

52 Department of State, Report on compliance with the Hague Convention on the civil aspects of international child abduction, April 2020 ([www.travel.state.gov](http://www.travel.state.gov)).

53 Résolution du Sénat français du 5 février 2020, *op. cit.*

54 Le Figaro, 12 août 2019 ([www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)).

55 Résolution du Parlement européen du 8 juillet 2020, *op. cit.*

56 Résolution du Sénat français du 5 février 2020, *op. cit.*

## II. Actualité législative

- ◆ Communication de la Commission européenne, Orientations pour une reprise coordonnée par étapes des opérations liées aux visas, J.O.U.E n° C 197 I/1, 12 juin 2020  
[Télécharger la communication de la Commission européenne >>](#)
- ◆ Loi du 18 juin 2020 modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, *M.B.* 30/06/2020, vig. 10/07/2020 (sauf art. 2, 4°)  
[Télécharger la loi >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 20 décembre 2019 visant l'octroi de subventions par l'Agence Fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre du programme de Réinstallation de réfugiés, *M.B.* 9/06/2020, vig. 19/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 20 janvier 2020 visant l'octroi de subventions par l'Agence Fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre du programme de «Pledgings Legal admission», *M.B.* 9/06/2020, vig. 19/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 16 avril 2020 portant la fermeture du consulat général de la Belgique à Casablanca et modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2014 concernant l'établissement de postes consulaires, *M.B.* 16/06/2020, vig. 1/07/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 6 mai 2020 déterminant les actes et justificatifs à joindre à la déclaration attributive de nationalité belge fondée sur l'article 11*bis* du Code de la nationalité belge ainsi que le contenu du formulaire de déclaration, *M.B.* 10/06/2020, vig. 20/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 6 mai 2020 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 portant exécution de la loi du 4 décembre 2012 modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, *M.B.* 10/06/2020, vig. 20/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
- ◆ Arrêté ministériel du 5 juin 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, *M.B.* 5/06/2020, vig. 8/06/2020  
[Télécharger l'arrêté ministériel >>](#)
- ◆ Arrêté royal du 12 juin 2020 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *M.B.* 29/06/2020, vig. Indéterminée  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)

Attention, cet arrêté royal modifie notamment :

– Les intitulés des cartes de séjour

Les nouveaux intitulés des titres et des documents de séjour faisant l'objet d'une modification sont les suivants :

- « A. Certificat d'inscription au registre des étrangers - Séjour temporaire » devient « A. Séjour limité » ;
- « B. Certificat d'inscription au registre des étrangers » devient « B. Séjour illimité » ;
- « C. Carte d'identité d'étranger » devient « K. Etablissement » ;
- « D. Résident de longue durée - UE » devient « L. Résident de longue durée - UE » ;

- « E. Attestation d'enregistrement » devient « EU. Enregistrement - Art 8 DIR 2004/38/CE » ;
  - « E+. Document attestant de la permanence du séjour » devient « EU+. Séjour permanent - Art 19 DIR 2004/38/CE » ;
  - « F. Carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union » devient « F. Membre famille UE Art 10 DIR 2004/38/CE » ;
  - « F+. Carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union » devient « F+. Membre famille UE Art 20 DIR 2004/38/CE ».
- La durée de validité de certains titres de séjour
- Le délai endéans lequel demander le renouvellement d'un titre de séjour (entre le 40<sup>e</sup> et le 30<sup>e</sup> jour précédant l'expiration)
- Les mentions d'accès au marché du travail : « Marché du travail : non » ; « Marché du travail : limité » ; « Marché du travail : illimité ».
- ◆ Arrêté royal du 15 juin 2020 prolongeant certaines mesures prises par la loi du 20 mai 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, *M.B.* 17/06/2020, vig. 17/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
  - ◆ Arrêté Royal du 26 juin 2020 prolongeant l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 30 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice et de notariat dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, *M.B.* 30/06/2020, vig. 30/06/2020  
[Télécharger l'arrêté royal >>](#)
  - ◆ Décret de la Communauté germanophone du 27 avril 2020 relatif à l'adoption d'enfants, *M.B.* 3/06/2020, vig. 1/01/2020  
[Télécharger le décret de la Communauté germanophone >>](#)
  - ◆ Accord amiable du 19 juin 2020 entre les autorités compétentes des Pays-Bas et de la Belgique prorogeant l'Accord concernant la situation des travailleurs transfrontaliers dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 du 30 avril 2020, tel que prorogé par l'accord du 19 mai 2020, *M.B.* 29/06/2020  
[Télécharger l'accord amiable >>](#)
  - ◆ Accord amiable du 19 juin 2020 entre les autorités compétentes du Luxembourg et de la Belgique prorogeant l'accord amiable du 19 mai 2020 concernant la situation des travailleurs transfrontaliers dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19, *M.B.* 29/06/2020  
[Télécharger l'accord amiable >>](#)
  - ◆ Accord amiable du 22 juin 2020 entre les autorités compétentes de l'Allemagne et de la Belgique prorogeant l'accord amiable du 6 mai 2020 concernant la situation des travailleurs transfrontaliers travaillant à domicile dans le cadre de la pandémie de COVID-19, tel que prorogé par l'accord amiable du 20 mai 2020, *M.B.* 30/06/2020  
[Télécharger l'accord amiable >>](#)
  - ◆ Avis de l'Office des étrangers du 3 juin 2020 sur le montant minimum des moyens de subsistance dont doit disposer l'étranger qui désire faire des études en Belgique, pendant l'année scolaire ou académique 2020-2021, *M.B.* 22/06/2020  
[Télécharger l'avis >>](#)
  - ◆ Avis du Directeur général de l'Office des Etrangers du 15 juin 2020 relatif à l'indexation des montants de la redevance visant à couvrir les frais administratifs, *M.B.* 23/06/2020, vig. 1/06/2020  
[Télécharger l'avis >>](#)

### III. Actualité jurisprudentielle

#### Séjour

◆ [Cour eur. D.H., \*Muhammad Saqawat c. Belgique\*, 30 juin 2020, n° 54962/18 >>](#)

DÉTENTION – ART. 5, §§ 1 ET 4 CEDH – DÉCISIONS DE DÉTENTION SUCCESSIVES – JURISPRUDENCE « SANS OBJET » DE LA COUR DE CASS. – RECOURS EFFECTIF – DÉTENTION ILLÉGALE – VIOLATION

Le requérant a fait l'objet, dans le cadre de l'examen d'une demande d'asile « frontière », de cinq décisions de détention prises par l'Office des étrangers pour l'empêcher d'entrer illégalement sur le territoire et pour l'en éloigner.

L'illégalité de la quatrième décision de détention, pour son caractère stéréotypé et pour défaut de motivation individuelle, a été constatée, directement ou indirectement, par les juridictions internes. La validité formelle du titre de détention ne peut prévaloir sur la légalité intrinsèque du titre. Or, la quatrième décision de détention étant contraire au droit interne lu en combinaison avec le droit de l'UE, la Cour ne peut que conclure que la détention du requérant a été irrégulière pendant la période où elle était fondée sur cette décision. Il en va de même pour une période de détention ultérieure, la décision de prolongation de détention étant basée sur cette quatrième décision de détention laquelle avait toutefois disparu de l'ordonnancement juridique en raison de l'adoption de la cinquième décision de détention. De sorte qu'il y a eu violation de l'article 5, § 1 CEDH.

Les parties s'accordent à dire que la situation dans laquelle s'est retrouvé le requérant résulte de l'application de la jurisprudence « sans objet » de la Cour de cassation. La Cour estime que l'ordre juridique interne qui ne permet pas à l'étranger détenu d'obtenir sa libération malgré plusieurs constats d'illégalité de cette détention au regard du droit interne lu en combinaison avec le droit de l'UE et ce pour le seul motif qu'un nouveau titre de détention est venu fonder sa détention et l'empêche, ensuite, de faire valoir devant le juge que le nouveau titre de détention serait affecté par l'illégalité du titre initial, ne présente pas les garanties d'effectivité et de célérité requises par l'article 5, § 4 de la CEDH. De sorte, qu'il y a eu violation de cette disposition.

◆ [CJUE, \*Ryanair c. Hongrie\*, 18 juin 2020, C-754/18 >>](#)

DROIT D'ENTRÉE – ART. 5, 10 ET 20 DIR. 2004/38 – RESSORTISSANT DE PAYS TIERS, MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UE – PREUVE DE LA DÉTENTION DU DROIT D'ENTRÉE – CARTE DE SÉJOUR DE MEMBRE DE LA FAMILLE D'UN CITOYEN DE L'UE – Carte de séjour permanent – Dispense de l'obligation de visa

L'article 5, § 2 de la directive 2004/38 indique que les membres de la famille d'un citoyen de l'UE, qui n'ont pas la nationalité d'un État membre, sont soumis à l'obligation de visa d'entrée. Cet article prévoit néanmoins une dispense de l'obligation d'obtenir un visa pour les membres de la famille en possession d'une carte de séjour en tant que membre de la famille d'un citoyen de l'UE, visée par l'article 10 de la directive.

La Cour précise que l'article 5, § 2 de la directive 2004/38 dispense également les ressortissants de pays tiers, membres de la famille d'un citoyen de l'UE, de l'obligation d'obtenir un visa d'entrée s'ils sont titulaires d'une carte de séjour permanent, visée par l'article 20. La possession de la carte de séjour permanent constitue en effet une preuve suffisante de ce que le titulaire de cette carte a la qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'UE, de telle sorte que l'intéressé a le droit, sans qu'une vérification ou une justification supplémentaire soit nécessaire, d'entrer sur le territoire d'un État membre en étant dispensé de l'obligation d'obtenir un visa en vertu de l'article 5, § 2 de la directive.

◆ [CE, 17 juin 2020, n° 247.821 >>](#)

PROCÉDURE – CCE – RECOURS EN ANNULATION – ART. 39/81 L. 15/12/80 – RESPECT DES DROITS DE LA DÉFENSE – NOTE DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT REPRIS AU DOSSIER ADMINISTRATIF – GRIEFS ÉMIS À L'AUDIENCE – PAS D'OBLIGATION DE SOLLICITER PRÉALABLEMENT L'ACCÈS AU DOSSIER ADMINISTRATIF – ANNULATION

Le principe général du droit au respect des droits de la défense requiert, afin de garantir la contradiction des débats, que le requérant puisse faire valoir devant le juge des griefs au sujet d'éléments dont il n'a pu prendre connaissance que par le biais du dossier administratif et qu'il ignorait précédemment. Le bénéfice des droits de la défense n'est pas subordonné à l'exigence que le requérant sollicite l'accès au dossier administratif avant l'introduction de son recours et donc avant sa production par la partie adverse devant le Conseil du contentieux des étrangers. En décidant le contraire, le premier juge a méconnu le principe général du droit du respect des droits de la défense.

◆ [RvV \(ch. réunies\), 2 juillet 2020, n° 237 902 >>](#)

PROTECTION INTERNATIONALE – TRANSFERT DUBLIN – COURRIER D'INFORMATION DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION D'UN TRANSFERT DUBLIN – DÉCLARATION DE RETOUR VOLONTAIRE – ART. 39/2, § 2 ET 39/82, § 1 L. 15/12/1980 – PAS UN ACTE ATTAQUABLE – IRRECEVABILITÉ

Les requérants, qui ont préalablement fait l'objet d'une décision constatant qu'un autre État membre était responsable du traitement de sa demande de protection internationale (annexe 26*quater*), se sont vus remettre un courrier d'information dans le cadre de l'organisation d'un transfert Dublin. Ce courrier d'information était accompagné d'une déclaration de retour volontaire. Le Conseil, en chambres réunies, juge que ce courrier d'information n'affecte pas, de manière directe, la situation juridique des requérants et constitue uniquement une communication en vue de l'organisation du transfert Dublin. Le Conseil suit le raisonnement de l'Office des Étrangers selon lequel seule la prise d'une décision ultérieure de prolongation du délai de transfert emporte des effets juridiques sur les requérants. Le courrier d'information ne constitue donc pas un acte attaquant, au sens des articles 39/2, § 2 et 39/82, § 1<sup>er</sup> de la loi du 15 décembre 1980.

◆ [RvV \(ch. réunies\), 2 juillet 2020, n° 237 903 >>](#)

PROTECTION INTERNATIONALE – TRANSFERT DUBLIN – ART. 29.2 RÈGLEMENT DUBLIN III – ART. 51/5, § 4 L. 15/12/1980 – DÉFAUT DE SIGNATURE D'UNE DÉCLARATION DE RETOUR VOLONTAIRE – NOTION DE FUITE – CJUE ARRÊT JAWO C-163/17 – DÉCISION DE PROLONGATION DU DÉLAI DE TRANSFERT VERS L'ÉTAT MEMBRE RESPONSABLE – ANNULATION

Les requérants se sont vus remettre un courrier d'information dans le cadre de l'organisation d'un transfert Dublin, accompagné d'une déclaration de retour volontaire. Les requérants n'ont pas renvoyé la déclaration de retour volontaire complétée et signée à l'Office des étrangers, dans un délai de dix jours. L'Office des étrangers a, pour ce motif, estimé que les requérants avaient délibérément l'intention de se soustraire aux autorités dans le but de faire échec à leur transfert, et a adopté une décision de prolongation du délai de transfert vers l'État membre responsable sur base de l'article 29.2 du Règlement Dublin III.

Le Conseil juge, sur base des enseignements de l'arrêt Jawo de la CJUE (C-163/17), qu'il ne peut être raisonnablement déduit du défaut de signature de la déclaration de retour volontaire, par un étranger dont la demande de protection internationale doit être traitée par un autre État membre, que cet étranger s'est délibérément soustrait au transfert vers cet État membre. La décision de prolongation du délai de transfert est annulée.

◆ [Bruxelles \(mis. acc.\), 26 juin 2020, 2020/VE/91 >>](#)

DÉTENTION – ÉLOIGNEMENT – MAROC – FERMETURE DES FRONTIÈRES – COVID-19 – ABSENCE DE COMMUNICATION DU MAROC SUR LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES – PAS DE GARANTIE D'ÉLOIGNEMENT DANS UN DÉLAI RAISONNABLE – ART. 7, AL. 5 L. 15/12/80 – REMISE EN LIBERTÉ

Aucune date certaine, ni même probable, de réouverture des frontières marocaines n'est prévisible, les articles de presse auxquels se réfère le magistrat de liaison de l'ambassade du Maroc à Bruxelles évoquant une possible réouverture le 8 août 2020, sans la moindre garantie toutefois. La Cour, chambre des mises en accusation, estime que dans une situation d'incertitude aussi élevée, la possibilité d'éloignement de l'intéressé dans un délai raisonnable n'est pas établie.

## DIP

### ◆ [Cour eur. D. H., \*Rinau c. Lituanie\*, n° 10926/09 >>](#)

DIP – Autorité parentale – Enlèvement d'enfant – Non-retour illicite – Convention de La Haye du 25/10/1980 – Règlement Bruxelles IIbis – Exécution d'une décision de retour - Pression politique – Violation de l'article 8 CEDH – Droit au respect de la vie privée et familiale

[Télécharger le communiqué de presse en français >>](#)

« La Cour en conclut qu'il ne fait aucun doute que les autorités lituaniennes n'ont pas assuré l'équité du processus décisionnel dans l'exécution du jugement ordonnant le retour de l'enfant. Elle constate également que le président de la Cour suprême est personnellement intervenu dans cette affaire et que, ensuite, la procédure ultérieurement conduite devant la Cour suprême a été suspendue dans l'attente de la décision préjudicielle de la CJEU, alors que le droit lituanien ne permettait pas la réouverture d'une procédure tendant au retour d'un enfant sur la base de la Convention de La Haye. Ces éléments, ainsi que d'autres « vicissitudes procédurales », étaient totalement contraires aux buts essentiels poursuivis par la Convention de La Haye, par le règlement de l'Union européenne et par l'article 8 de la Convention. Si M. Rinau a fait revenir sa fille en Allemagne de façon « imprévue », il avait dû déjà attendre longtemps et il redoutait davantage de lenteurs en raison de l'opposition de la mère. La Cour conclut que le temps pris par les autorités lituaniennes pour rendre une décision définitive dans cette affaire n'a pas permis de répondre à l'urgence de la situation. »

## IV. Ressources

- ◆ Le Bureau d'aide juridique (BAJ) sis rue de la Régence, 63 à 1000 Bruxelles, a rouvert, mais UNIQUEMENT sur rendez-vous et UNIQUEMENT pour une consultation juridique ou la désignation d'un avocat. [Télécharger l'avis >>](#)
- ◆ La Croix Rouge publie une brochure qui expose de manière dynamique les chiffres et les moments forts de 2019. Elle y met en lumière les multiples facettes de son travail d'accueil des personnes en demande d'asile (accompagnement personnalisé, formations, sensibilisation,...). [Téléchargez la brochure >>](#)
- ◆ La Commission nationale pour les droits de l'enfant publie les résultats de l'étude "Enfants dans la migration". [Téléchargez l'étude >>](#)
- ◆ NANSEN propose un guide pratique sur l'apatridie. Ce guide donne les clés pour apprécier les différentes procédures utiles : reconnaissance de la qualité d'apatride, autorisation au séjour, accès à une aide matérielle et mise en liberté. [Téléchargez le guide >>](#)
- ◆ NANSEN publie une analyse du risque de persécution que certaines femmes afghanes, forcées de rentrer dans leur pays, courent en raison de leur occidentalisation. [Téléchargez l'analyse >>](#)
- ◆ Le rapport du Colloque inter-associatif organisé le 9 décembre 2019 au Parlement fédéral à Bruxelles « Au-delà du retour, À la recherche d'une politique digne et durable pour les personnes migrantes en séjour précaire ou irrégulier » est publié. [Télécharger le rapport >>](#)

## V. Actualités de l'ADDE

---

- ◆ **SAVE THE DATE** : Notre formation en droit des étrangers (5 modules) se déroulera d'octobre à décembre 2020 - Bruxelles, Maison des associations internationales.

**Les vendredis 16 et 30 octobre, 13 et 27 novembre et 11 décembre 2020**

Inscriptions à partir de mi-septembre.

- ◆ **Cycle d'intervision 2020 à destination des travailleurs sociaux** - Bruxelles, ADDE

**Nouvelles dates suite à l'interruption pour cause de confinement**

- jeudi 27 août : « Le DIP à l'épreuve de la pratique »
- jeudi 17 septembre : « L'impact de l'aide sociale sur le droit de séjour »
- jeudi 8 octobre : « L'accompagnement socio-juridique du demandeur de protection internationale »
- jeudi 3 décembre : « Le regroupement familial des Belges et citoyens de l'Union »

[Télécharger le programme et les infos pratiques >>](#)     [S'inscrire >>](#)

- ◆ **Horaires d'été, l'ADDE adapte ses horaires en juillet et août :**

Nos services sont maintenus, mais adaptés aux conditions sanitaires de rigueur.

Les permanences sociales et juridiques reprennent en présentiel mais pour un nombre de personnes plus limité. Le port du masque est obligatoire dans nos bureaux!

Consulter les modalités et horaires :

- [pour le service juridique séjour et DIP](#) (pas de fermeture)
- [pour le service social](#) (fermeture du 20/07 au 31/07 et du 24/08 au 1/09 2020)